

L'ÉDUCATION DES FILLES : UNE ARME SÛRE CONTRE LE SIDA



Une Initiative ONUSIDA

**La Coalition mondiale sur
les femmes et le SIDA**

LA REALITE

NUMERO 1

Il est de plus en plus prouvé que scolariser les jeunes, notamment les filles, et leur permettre d'aller jusqu'au bout de leur scolarité, réduit grandement leur vulnérabilité au VIH. La simple présence assidue à l'école primaire soustrait considérablement ces jeunes à d'éventuelles situations à risque de VIH. Lorsque les jeunes continuent l'école et peuvent bénéficier d'un enseignement secondaire, l'éducation a une valeur protectrice encore plus marquée. Ceci vaut tout particulièrement pour les filles qui, à chaque année d'étude supplémentaire, gagnent en indépendance, se retrouvent mieux armées pour orchestrer sagement leur vie sexuelle, et ont de meilleures chances de bien gagner leur vie – autant d'atouts qui éloignent d'elles le spectre du VIH.² Le lien a

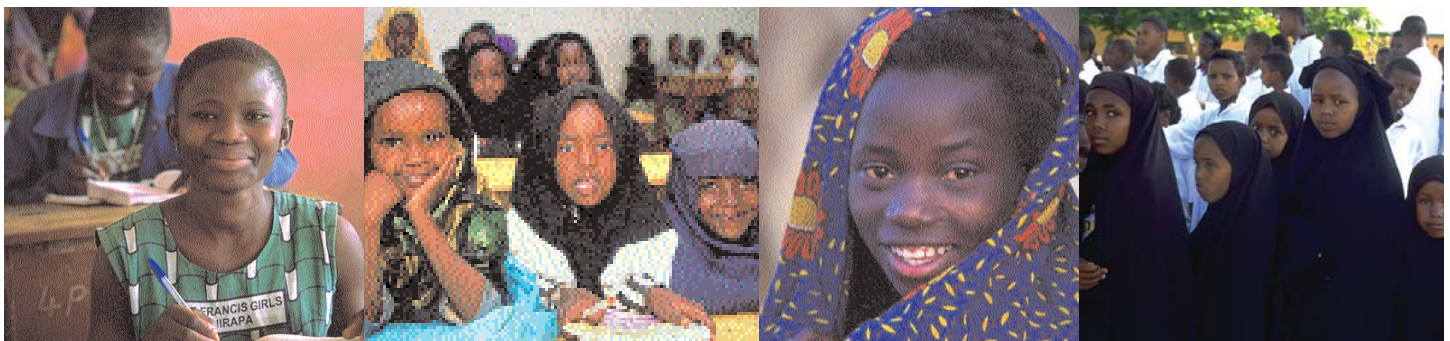
travailler pour enfin libérer les voies d'accès des jeunes, et notamment des filles, à la scolarisation et à une scolarité menée à son terme.

Education can protect girls from HIV

Des études effectuées à travers le monde démontrent que les taux d'infection à VIH sont au moins deux fois plus élevés chez les jeunes qui arrêtent prématurément l'école primaire, que chez ceux qui vont jusqu'au bout du cycle. En outre :

- Une revue de 113 études émanant des cinq continents, a montré que le fait de dispenser à l'école un enseignement en matière de SIDA, contribuait à réduire la précocité de l'activité sexuelle et à limiter l'adoption de comportements à haut risque.⁵

Si chaque enfant avait accès à l'enseignement primaire, et pouvait aller jusqu'au bout de sa scolarité, au moins 7 millions de nouveaux cas d'infection à VIH seraient évités sur une décennie.¹



été également clairement établi entre niveau d'études supérieur, et début plus tardif de l'activité sexuelle, meilleure connaissance du risque de VIH et de l'existence des sites de dépistage, nombre plus réduit de partenaires sexuels, taux plus élevés d'utilisation du préservatif, et communication plus aisée entre partenaires concernant la prévention du VIH – autant de facteurs propres à abaisser considérablement le risque de VIH.

En même temps qu'elle éclaircit l'horizon professionnel des jeunes femmes et qu'elle accroît leur autonomie matérielle, l'instruction les munit aussi du savoir-faire et de la latitude nécessaires pour choisir de retarder le moment de leur mariage et de la grossesse, avoir des enfants en meilleure santé, éviter de se livrer au commerce du sexe et à d'autres comportements risqués, et faire valoir leurs droits.³

En Afrique sub-saharienne et aux Caraïbes, chez les 15-24 ans vivant avec le VIH, trois sur quatre sont de sexe féminin. Et le nombre de jeunes femmes vivant avec le VIH est en augmentation dans toutes les régions du monde. En dépit de la hausse récente du pourcentage global des inscriptions à l'école, et des pas en avant prometteurs vers la concrétisation de la parité homme-femme en matière d'éducation en Afrique australe et orientale, les taux d'inscription à l'école, d'assiduité et d'achèvement de la scolarité demeurent nettement moins élevés chez les filles que chez les garçons dans de nombreux pays lourdement taxés par le SIDA, notamment ceux d'Asie de l'Est et d'Afrique de l'Ouest.⁴

C'est pourquoi la Coalition mondiale sur les Femmes et le SIDA, conduite par l'ONUSIDA, fait de l'éducation des filles, une priorité majeure. L'instruction constituant incontestablement une stratégie de prévention du VIH, elle a tout lieu de devenir une vraie priorité mondiale, sur laquelle il convient de

- Dans une analyse récente portant sur huit pays d'Afrique subsaharienne, il a été constaté que les femmes ayant pu bénéficier d'au moins 8 années de scolarité, étaient jusqu'à 87% moins susceptibles de vivre leur premier rapport sexuel avant l'âge de 18 ans, comparées aux femmes n'ayant suivi aucune scolarité.⁶
- Des données émanant du Zimbabwe attestent que chez les 15-18 ans de sexe féminin, la probabilité de contracter l'infection à VIH est 5 fois moins élevée chez celles qui sont scolarisées que chez celles qui ont abandonné l'école.⁷
- Des études effectuées en Haïti, au Malawi, en Ouganda, et en Zambie, ont démontré l'existence d'un lien étroit entre niveau d'instruction élevé et moindre nombre de partenaires sexuels.⁸
- Des enquêtes auprès des ménages effectuées récemment dans 11 pays ont montré que les femmes au bénéfice de quelques années de scolarité étaient près de 5 fois plus susceptibles que les femmes non instruites d'avoir utilisé le préservatif lors de leur tout dernier rapport sexuel.⁹

Et malgré cela, que de laissées-pour-compte...

- En 2001, un recensement a établi à 115 millions le nombre d'enfants en âge scolaire privés d'enseignement primaire – dont une majorité de filles.¹⁰
- En Afrique sub-saharienne, le taux global d'inscription à l'école primaire est inférieur à 60% ; et seulement 20% des enfants en âge d'aller dans un établissement de l'enseignement secondaire, suivent cette scolarité.¹¹

- En Asie du Sud, sur les 42 millions d'enfants non inscrits à l'école primaire, les filles sont de 5 millions plus nombreuses que les garçons.¹²
- Une étude de 83 pays en développement, sur lesquels des données existent, a montré que seulement 50% de ces pays ont réalisé la parité homme-femme en matière d'éducation au niveau de l'école primaire, et moins de 20% au niveau de l'enseignement secondaire.¹³

Le SIDA creuse l'écart

Sinistre paradoxe : l'impact croissant du SIDA augmente le nombre d'enfants privés d'éducation, quand c'est précisément d'éducation dont les enfants ont le plus besoin pour éviter le VIH. A cause du tribut économique et social que le SIDA prélève sur les ménages et communautés durement touchés, des enfants, en particulier des filles, doivent désertier les bancs de l'école, ou renoncer à jamais à les intégrer. De nombreux enfants quittent l'école pour s'occuper des membres de leur famille malades ou mourants – et, aux décès des parents, ces enfants doivent assurer leur propre survie ainsi que celle de leurs frères et sœurs.

Confrontées à de telles exigences matérielles et dépourvues du savoir, du savoir-faire, et des débouchés que peut apporter un enseignement général, les filles déscolarisées – elles en particulier – n'ont souvent pas d'autre issue que de vendre des services sexuels risqués, ne serait-ce que pour survivre.

Une étude au Swaziland a révélé que 70% des jeunes scolarisés – filles et garçons – n'étaient pas sexuellement actifs, tandis que plus de 70% des jeunes non scolarisés l'étaient.¹⁴ Voilà comment le piège de la vulnérabilité au VIH se referme sur des jeunes.



Le SIDA compromet également la capacité et la qualité des systèmes d'éducation. Dans de nombreux endroits, le SIDA met moins de temps à tuer des enseignants que le système scolaire n'en met à les remplacer. La Zambie estime que 815 enseignants du primaire sont morts du SIDA en 2000, soit 45% de tous les enseignants formés cette même année.¹⁵ Pour que les jeunes fréquentant l'école tirent parti le plus possible de cette expérience, les systèmes d'éducation doivent être renforcés de sorte que l'école reste un contexte productif et protecteur. Ceci passe notamment par l'intensification de la formation et du recrutement des enseignants, par la remise en question des normes sociales qui désavantagent les élèves de sexe féminin, et par la gestion du problème de l'exploitation sexuelle dont se rendent coupables des enseignants ou d'autres élèves, ainsi que du besoin croissant en services de conseil et d'appui.

« L'absence d'éducation laisse le champ libre au SIDA. Et si le SIDA n'est pas stoppé dans sa course, l'enseignement est voué à disparaître »

Dr. Peter Piot,
Directeur exécutif de l'ONUSIDA

CE QUI MARCHE



Face à ces problématiques, des programmes novateurs ça et là dans le monde parviennent à faire bouger les choses. L'heure est venue de mettre en œuvre ces initiatives à une échelle suffisamment grande, développant et reproduisant ce qui marche de façon à munir les filles du bagage qui leur permettra de se protéger

contre le VIH. Garantir – en particulier aux filles – l'accès à l'éducation, c'est bel et bien faire de la prévention du VIH.

L'efficacité de l'éducation en tant que stratégie de prévention du VIH – la « marge d'espoir » (window of hope), pour la Banque mondiale – repose sur deux éléments capitaux : 1) l'élargissement de l'accès à la scolarité ; et 2) l'utilisation de l'école en tant qu'espace tout indiqué pour inculquer aux jeunes du savoir sur le VIH et le SIDA et du savoir-faire psychosocial – autant d'outils salvateurs.

Les programmes novateurs pour l'accès à l'éducation :

- La suppression des frais de scolarité constitue la stratégie la plus sûrement performante pour élargir l'accès à l'éducation et réduire la vulnérabilité au VIH, en particulier dans le cas des filles, sachant que les frais de scolarité font de l'éducation un rêve inaccessible pour de nombreuses familles. En Tanzanie, suite à la suppression des frais de scolarité, les inscriptions à l'école primaire ont plus que doublé. Le Kenya a vu les inscriptions augmenter de 22% dans la première semaine qui a suivi l'abolition des frais de scolarité. En Ouganda, les inscriptions de filles ont fait un bond de plus de 30% quand les frais de scolarité ont été supprimés, avec notamment une multiplication par deux, pratiquement, des inscriptions parmi les 25% de plus pauvres.^{16/17/18}

Ces résultats sont certes encourageants. Toutefois, la majorité des pays, notamment bon nombre des plus durement touchés par le SIDA, n'ont pas encore relevé le défi de la suppression des frais de scolarité. Pour généraliser cette mesure, et pour garantir le maintien de la qualité de l'enseignement tandis que les effectifs augmentent, il faut aider l'école à développer sa capacité d'accueil. De surcroît, d'autres obstacles financiers – outre celui des frais de scolarité – , notamment le coût de l'uniforme obligatoire à l'école, des livres de classe, et de l'éducation active – doivent être abattus pour que l'enseignement soit accessible à tous.¹⁹

« L'éducation est l'arme la plus puissante que l'on puisse utiliser pour changer le monde. C'est aussi une arme dont le monde ne saurait se passer dans son combat contre le SIDA. L'éducation sauve des vies »

Nelson Mandela

- La communauté Mnjolo au Malawi a eu recours avec efficacité aux dialogues communautaires pour faire participer l'ensemble de la communauté à la promotion de l'éducation pour les filles. Dans le cadre des marchés et des réunions parents d'élèves/professeurs, l'attention a été centrée sur le VIH et les pratiques traditionnelles néfastes qui souvent amènent les filles à abandonner l'école, ce qui majore leur risque d'infection à VIH. Depuis l'entrée en activité du programme, les inscriptions à l'école au sein de la communauté Mnjolo ont



LES MESURES A PRENDRE

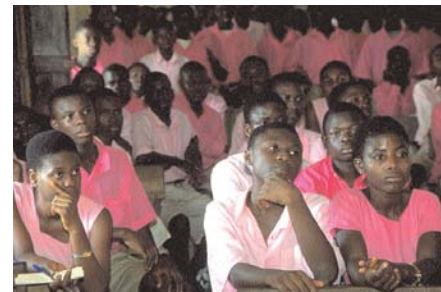
augmenté de 50% et aucun autre cas de déscolarisation n'a été enregistré. Les dialogues sus-mentionnés sont aujourd'hui utilisés pour la formation en savoir-faire psychosocial dispensée à l'école.²⁰

- « Umoyo » (qui signifie « vie ») est le nom donné à une école et à un programme de formation créés il y a un an pour les filles de Lusaka, capitale de la Zambie. Des orphelines – toutes, affectées par le SIDA, et quelques-unes, séropositives – sont choisies par leur communauté pour participer au programme. Plus de 400 filles y ont participé jusqu'à présent. Après avoir bénéficié de séances de conseil, les filles suivent un programme de formation scolaire et professionnelle. Plus de 80% des diplômées de ce programme prennent une formation complémentaire, un emploi ou la gestion d'une petite entreprise – des créneaux leur permettant de payer de la nourriture et une scolarité à leurs frères et sœurs. Ces filles, fortes de leur instruction et de leur autonomie financière, sont bien plus en mesure de se soustraire à la menace du VIH, ou de faire face à la situation qu'il peut avoir engendrée.²¹
- En Inde, le Programme Better Life, lancé par le Center for Development and Population Activities (CEDPA), œuvre pour donner aux jeunes femmes scolarisées et non scolarisées les moyens de prendre en main leur destin. Ce programme englobe le développement des aptitudes par le biais d'un enseignement classique et non classique, la formation professionnelle qui leur ouvrira des débouchés sur le plan économique, et l'aiguillage vers des services de santé reproductive adaptés à leur âge. Les participantes à ce programme dominant apparemment mieux la question de la prévention du VIH, et possèdent un niveau nettement plus élevé d'instruction, de compétences professionnelles, d'autonomie matérielle et sociale, et de confiance en elles, que celles qui n'ont pas participé à ce programme. Celles qui vont jusqu'au bout du programme sont également plus susceptibles d'attendre d'avoir au moins 18 ans pour se marier, déclarent utiliser plus souvent le préservatif, et se montrent plus déterminées à s'adresser aux services de santé en cas de nécessité.²²

A l'évidence élargir l'accès des filles à l'éducation n'est pas seulement faisable : c'est en train de se faire. L'enjeu, maintenant, consiste à étendre les programmes gagnants, pour permettre à celles qui sont encore sur la touche – très nombreuses dans ce cas – d'en bénéficier.

Les gouvernements du monde entier se sont engagés à atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) concernant l'accès universel à un enseignement primaire complet, et l'élimination des disparités sexospécifiques en matière d'enseignement primaire et secondaire ; les objectifs de la Déclaration d'engagement des Nations Unies sur le VIH/SIDA relatifs à la réduction du nombre de nouveaux cas d'infection à VIH chez les jeunes ; ainsi que les objectifs de l'Education pour Tous relatifs à l'élargissement de l'accès à l'éducation. Cependant, pour tenir ces engagements et gérer la question du lien entre l'accès à l'éducation et la prévention du VIH, l'action qui a été menée est loin du compte.

Déjà, la communauté mondiale a été dépassée par les enjeux, ne parvenant pas à atteindre l'ODM concernant l'égalité d'accès à l'éducation pour les garçons et les filles d'ici 2005, et collectivement il est bien improbable que nous atteignons le but de la Déclaration des Nations Unies relatif à la réduction du nombre de nouveaux cas d'infection chez les jeunes. Pour avancer dans les travaux, nous avons besoin de bien plus d'esprit d'initiative et de ressources à tous les niveaux ; c'est « le prix à payer » pour inculquer aux jeunes les connaissances, les attitudes, et le savoir-faire dont ils ont besoin afin de se protéger contre le VIH. Ceci implique : développement de la capacité des systèmes d'éducation de façon à élargir l'accès à l'éducation pour tous ; intégration d'une information sur le VIH/SIDA qui soit complète, adaptée à chaque tranche d'âge et sensible aux réalités des filles et à celles des garçons, dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux ; et protection des droits des enfants et des enseignants vivant avec le VIH.



A l'attention des responsables du monde scolaire

- Fournir aux enseignants les programmes, la documentation et les créneaux de formation dont ils ont besoin pour véritablement inculquer une éducation sur le SIDA dans le cadre de la scolarité ;
- Créer pour les élèves, en particulier les filles, des conditions leur permettant de se consacrer sereinement à leurs études, en instituant notamment des politiques de « tolérance zéro » en ce qui concerne l'exploitation sexuelle, et en instaurant des directives claires pour réagir face aux allégations de cette nature ;
- Soutenir les jeunes dans le cadre de la contribution à leur éducation ainsi que les communautés ; et
- Constituer des associations ou comités communautaires regroupant parents d'élèves et enseignants, afin de faire de l'école un espace plus sûr et plus accueillant pour les filles, et de faire valoir l'importance de l'éducation en matière de SIDA pour les jeunes.

A l'attention des gouvernements nationaux

- Promouvoir l'intégration de l'éducation sur le SIDA au cursus scolaire, au titre de la stratégie d'éducation nationale, et l'élargissement de l'accès à l'éducation, au titre de la stratégie nationale de lutte contre le SIDA ;
- Supprimer les frais de scolarité et dépenses connexes, et offrir des services d'appui, tels que la cantine à l'école, pour favoriser l'assiduité ;
- Elaborer des programmes d'éducation sur le SIDA pour les établissements scolaires, ainsi que des politiques pour gérer le problème de l'exploitation sexuelle à l'école, et soutenir leur mise en œuvre à l'échelle nationale ;
- Rassembler des données précises sur les taux d'inscription et d'assiduité à l'école concernant les filles et les garçons ; et
- Prier l'ensemble des donateurs internationaux de prendre en compte concrètement le lien entre prévention du SIDA et éducation, à la fois dans les programmes qu'ils financent, et dans l'assistance technique qu'ils apportent.

A l'attention des partenaires internationaux

- Mobiliser des ressources qui seront consacrées à l'éducation, afin d'aider les gouvernements nationaux à supprimer les frais de scolarité ainsi que les dépenses connexes, à développer le recrutement et la formation des enseignants, et à accélérer les travaux visant à concrétiser l'égalité fille-garçon en matière d'éducation, notamment en appuyant l'initiative Education for All – Fast Track²³ ;
- Mobiliser des ressources qui seront consacrées à la lutte contre le SIDA, afin d'aider les gouvernements nationaux à : instaurer à l'école une éducation sur le SIDA complète, adaptée à chaque tranche d'âge ; élaborer des programmes d'éducation sur le SIDA fondés sur des preuves et sensibles aux réalités des filles comme à celles des garçons, prévoyant des interventions de promotion, auprès des femmes et des filles, de la stratégie de prévention « Abstinence, Fidélité, et Usage du Préservatif » ; proposer des services de conseil VIH et d'aiguillage, ainsi que des options thérapeutiques pour les étudiants et les enseignants ; et contribuer à la disparition du phénomène de stigmatisation et de discrimination ;
- Porter à son maximum la coordination entre les ressources consacrées à l'éducation et celles consacrées à la lutte contre le SIDA, et éliminer tout obstacle empêchant de relier ou d'intégrer ces services essentiels²⁴ ; et
- Rassembler, au niveau mondial et au sein des programmes sur le SIDA financés par les donateurs internationaux, des données qui permettent d'évaluer l'accès des filles aux services d'éducation et de lutte contre le SIDA.

- ¹ « Apprendre à survivre : comment l'éducation pour tous préserverait des millions de jeunes du VIH/SIDA, » Campagne mondiale pour l'Education, juin 2004: 4.
- ² <http://www.unmillenniumproject.org/documents/Gender-complete.pdf>, p. 37.
- ³ « Education and HIV/AIDS – a window of hope, » World Bank, 2002: xvii, 3.
- ⁴ « Education for All Global Monitoring Report 2003/4: Gender and Education for All, The Leap to Equality, » UNESCO 2003.
- ⁵ Kirby, D., et al. 1994. « School-based programs to reduce risk behaviors: A review of effectiveness, » Public Health Reports 109 (3): 339-61.
- ⁶ Gupta, N., and M. Mahy, « Sexual Initiation among adolescent girls and boys: Trends and differentials in sub-Saharan Africa, » Archives sur le comportement sexuel, vol. 32, no.1, 2003: 41-53.
- ⁷ « Girls, HIV/AIDS and Education, » UNICEF, Décembre 2004: 15, avec des données collectées au moyen d'enquêtes démographiques et de santé 2000-2001, HIV/AIDS Survey Indicators Database, [<http://www.measuredhs.com/hivaids>].
- ⁸ M. Wambe, S. Gregson, C.A. Nyamukapa, G.P. Garnett, J.J. Lewis, P.R. Mason, S.K. Chandiwana, R.M. Anderson. « HIV infection and reproductive health in teenage women orphaned and made vulnerable by AIDS in eastern Zimbabwe, » exposé présenté à la XV^{ème} conférence internationale sur le SIDA, à Bangkok, Thaïlande.
- ⁹ Données compilées par des acteurs de la Campagne mondiale pour l'éducation, à partir du site web DHS, <http://www.statcompiler.com>, concernant 11 pays où des modules sur le SIDA sont désormais inclus dans les questionnaires DHS.
- ¹⁰ « Progress for Children: A Report Card on Gender Parity and Primary Education, » UNICEF, Num 2, Avril 2005: 3.
- ¹¹ Ibid: 5.
- ¹² Ibid: 4, 14.
- ¹³ « Education for All Global Monitoring Report 2005: The Quality Imperative, » UNESCO, 2004: 103-104.
- ¹⁴ Whiteside, A., Hickey, A., Ngcobo, N., Tomlinson, J, « What is Driving the HIV/AIDS Epidemic in Swaziland?», Health Economics and HIV/AIDS Research Division (HEARD), University of Natal, 2003.
- ¹⁵ « Education for All Global Monitoring Report 2005: The Quality Imperative, » UNESCO, 2004: 114.
- ¹⁶ Burns, B., Mingat, A., Rakotomalala, R. 2003. « Achieving Universal Primary Education by 2015: A Chance for Every Child, » Washington, D.C.: World Bank.
- ¹⁷ « Progress for Children: A Report Card on Gender Parity and Primary Education, » UNICEF, Num 2, Avril 2005: 10.
- ¹⁸ Deininger, Klaus. 2003. « Does Cost of Schooling Affect Enrollment by the Poor? Universal Primary Education in Uganda, » Economics of Education Review 22 (3): 291-305.
- ¹⁹ Don Bundy and Raja Bentauet Kattan, « User Fees in Primary Education, » Presentation for the World Bank Human Development Network, June 16, 2005.
- ²⁰ « Facing the Future Together: Report of the Secretary-General's Task Force on Women, Girls and HIV/AIDS in Southern Africa, » ONUSIDA, juillet 2004.
- ²¹ Fleischman, J. « Strengthening HIV/AIDS Programs for Women: Lessons for U.S. Policy from Zambia and Kenya, » Washington, D.C.: the Center for Strategic and International Studies: 15.
- ²² « Adolescent Girls in India Choose a Better Future: An Impact Assessment, » Washington, D.C.: CEDPA, 2001.
- ²³ L'initiative mondiale « Education For All – Fast Track », rassemble plus de 30 donateurs bilatéraux, pays en développement, banques de développement et organismes internationaux, et contribue de façon déterminante à l'élargissement de l'accès à une éducation de base ; elle peut servir à aider les gouvernements à élaborer des stratégies de lutte contre le VIH dans le cadre de leur stratégie nationale d'éducation.
- ²⁴ Par exemple, en Zambie, au titre du Plan d'urgence du Président Bush contre le SIDA (PEPFAR), un fonds a été constitué avec à la fois des fonds de l'Initiative africaine pour l'Education (IAE) et des fonds de contrepartie PEPFAR, pour financer les bourses d'études des filles. Les fonds PEPFAR servent également en Zambie au financement de la formation des enseignants en matière de prévention du VIH, et certains programmes ont intégré la formation pour la lutte contre la violence sexospécifique.



Une Initiative ONUSIDA

**La Coalition mondiale sur
les femmes et le SIDA**



Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
ONUSIDA
HCR • UNICEF • PAM • PNUD • UNFPA • ONUDC
OIT • UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

Pour plus d'informations sur La Coalition mondiale sur les femmes et le SIDA, veuillez contacter :

Siège central
ONUSIDA
20, avenue Appia
CH-1211 Genève 27
Suisse
+41 22 791 3666
womenandaids@unaids.org

Aux Etats Unis
ONUSIDA
1825 K Street NW
Suite 701
Washington, DC 20006
(202) 223-7610
usainfo@unaids.org